



CENTRE

INDICATEURS CLÉS

MSNA

Janvier 2023

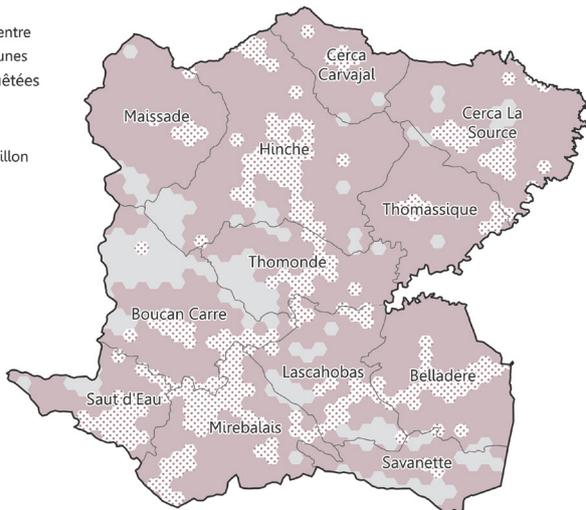
Haïti

CONTEXTE ET METHODOLOGIE. Pays classé au 162^e rang sur 191 de l'indice de développement humain (IDH)¹, Haïti se caractérise par des vulnérabilités structurelles en matière de développement que la détérioration du contexte climatique, socio-économique, politique et sécuritaire ont récemment contribué à exacerber. La nature multiforme de la crise en Haïti explique que la coordination humanitaire estime à 4,9 millions le nombre de personnes dans le besoin en 2022. Tandis que les difficultés d'accès humanitaire représentent un obstacle de plus en plus tangible à la collecte d'information, en raison du caractère enclavé de certaines zones et du contexte sécuritaire volatile, les données disponibles sont généralement spécifiques à une intervention, un lieu ou un secteur. Afin de répondre à ces défis en termes de gestion de l'information, REACH a facilité pour la première fois en Haïti une Evaluation

multisectorielle des besoins (MSNA) qui couvre l'ensemble du territoire. Au moment de la collecte de données, le Bas Plateau du Centre se trouvait en Phase 3 de l'IPC et le Haut Plateau en phase 4². La collecte de données s'est déroulée du 21 juin au 3 juillet 2022. 272 ménages ont participé à l'enquête dans le Centre, dont 138 ménages en milieu urbain et 134 ménages en milieu rural. Les entretiens ont été effectués en personne. REACH a effectué la collecte pour les ménages en population générale. L'échantillon est stratifié par grappes avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10%. Les données sont disponibles au niveau du département et des milieux (soit rural, soit urbain). L'annexe méthodologique de l'évaluation comprenant les défis et les limites est disponible [ici](#).

COUVERTURE DE L'ÉCHANTILLON

- Département du centre
- Limites des communes
- Milieu des zones enquêtées
 - Rural
 - Urbain
- Zone exclue de l'échantillon
 - Non enquêtée



DÉFIS ET LIMITES

Biais de réponse : certains indicateurs comme la non-satisfaction du comportement des travailleurs humanitaires, les incidents graves de protection ou les violences basées sur le genre peuvent avoir été sous-rapportés en fonction de la sensibilité de la question et de la subjectivité et de la perception des personnes interrogées.

Définition des milieux : du fait de contraintes d'accès sécuritaire, une zone entre le Nord et le Nord Ouest n'a pas été accessible à nos équipes. Il s'agit d'un triangle de Petit Bourg du Borgne à Anse à Foleur avec une bande qui s'étire jusqu'à Bassin bleu.

RÉSULTATS PRINCIPAUX

Le département du Centre fait partie de la zone de moyens d'existence du Plateau Central, caractérisée par des activités d'élevage et une agriculture traditionnelle de subsistance dont les principales cultures sont le maïs et les tubercules (manioc doux, ignames et patates douces)³. Plus de la moitié des ménages (69%) a rapporté **sa propre production** comme source principale de nourriture et **27%** des ménages a rapporté **sa propre production agricole ou piscicole** comme source principale de revenus.

50% des ménages ont rapporté avoir **fait face à un choc dans les 6 mois précédant la collecte de données** et les chocs les plus rapportés étaient **le prix anormalement élevé des denrées alimentaires** (34%) et **l'augmentation des prix des intrants agricoles** (15%). Ceci se traduit par des proportions élevées de ménages (67%) ayant indiqué utiliser des stratégies d'adaptation basées sur les moyens de subsistance (LCSI) de **crise ou d'urgence**⁴.

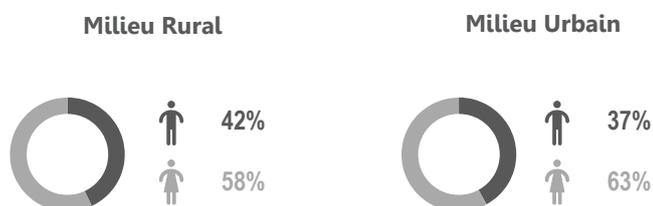
En ce qui concerne l'accès à l'eau et aux infrastructures sanitaires, **52%** des ménages ont rapporté **ne pas avoir eu suffisamment d'eau pour boire** au moins une fois au cours des 30 jours précédant la collecte de données et **50%** des ménages en milieu rural ont rapporté **la défécation à l'air libre ou le trou ouvert** comme infrastructure sanitaire utilisée (38% des ménages urbains).

La couverture de l'aide humanitaire ne semble pas particulièrement forte, puisque **2%** des ménages ont rapporté **avoir reçu une assistance humanitaire** dans les 12 mois précédant la collecte de données. Les besoins prioritaires les plus rapportés par les ménages sont **les abris** (60%), **l'assistance alimentaire** (45%) et **l'aide aux moyens de subsistance** (42%). Plus de la moitié des ménages (57%) ont rapporté **l'argent liquide** comme modalité d'assistance préférée.



DÉMOGRAPHIE

% d'individus enquêtés par genre



Âge moyen de l'individu enquêté

Milieu Rural **46** Milieu Urbain **45**

% des ménages par statut matrimonial du chef ou de la cheffe de ménage

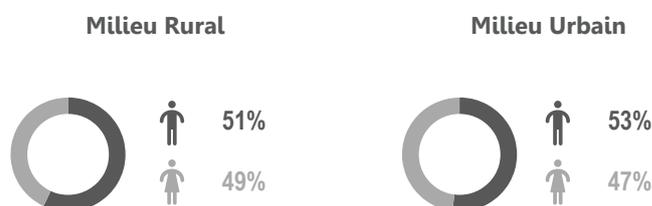
	Rural	Urbain
Concubinage	40%	33%
Marié/e	40%	45%
Veuf/veuve	10%	9%
Célibataire	3%	5%
Séparé/e	7%	8%

DÉPLACEMENT

% des ménages dont au moins une partie des membres ont émigré en dehors d'Haïti, par groupe d'âge et de genre

	Rural	Urbain
Aucun membre du ménage	90%	93%
Jeunes hommes adultes (18-35 ans)	7%	4%
Hommes adultes (36-65 ans)	1%	1%
Jeunes femmes adultes (18 - 35 ans)	3%	1%
Femmes adultes (36-65 ans)	0%	0%

% des ménages par genre du chef ou de la cheffe de ménage



Taille moyenne du ménage (en nombre d'individus)

Milieu Rural **4,8** Milieu Urbain **5,1**

Composition des ménages (en % des individus)

	Rural	Urbain
Enfants	43%	43%
Hommes de 15 à 49 ans	21%	19%
Femmes de 15 à 49 ans	25%	29%

% des ménages par profil de déplacement



8% des ménages ont rapporté avoir l'intention de migrer au cours des 6 mois après la collecte de données



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

ÉCHELLE DE LA FAIM DU MÉNAGE (HHS)

% des ménages par niveau sur l'Échelle de la faim (HHS)⁴

Aucun	25%
Peu	16%
Modéré	53%
Sévère	4%
Très sévère	3%

26% des ménages ont rapporté avoir au moins un membre du ménage qui a passé **une journée et une nuit entières sans rien manger** au cours des 30 jours précédant la collecte de données. **10%** des ménages ont rapporté avoir subi une période sans aucune nourriture à manger **souvent (plus de 10 fois)** ou

% des ménages ayant subi une période sans aucune nourriture à manger

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données



71% Oui

19% Non

parfois (de 3 à 10 fois) dans les 30 jours précédant la collecte de données. Il n'y a pas de différences majeures entre les milieux en ce qui concerne les résultats des ménages sur l'échelle de la faim.

INDICE RÉDUIT DES STRATÉGIES DE SUBSISTANCE (rCSI)

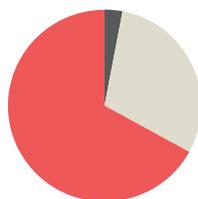
Moyenne du nombre de jours où le ménage a du

emprunter des vivres ou solliciter l'aide d'un ami ou d'un parent	1,5
réduire les quantités consommées par les adultes pour nourrir les enfants	2,3
diminuer la quantité consommée pendant les repas	3,3
diminuer le nombre de repas par jour	3,5
consommer des aliments moins préférés et moins chers	3,5

Au cours des 7 jours précédant la collecte de données

% des ménages par niveau d'Indice réduit des stratégies de subsistance (rCSI)⁵

Au cours des 7 jours précédant la collecte de données



Aucun ou bas	3%
Moyen	30%
Sévère	67%

PRODUCTION AGRICOLE ET CHOCS

50%

des ménages ont rapporté avoir fait face à un choc ou des difficultés

Au cours des 6 mois précédant la collecte de données

Top 3 des chocs rapportés par les ménages*, par milieu (% des ménages)

Au cours des 6 mois précédant la collecte de données

Milieu Rural

- 1 Prix anormalement élevés des denrées alimentaires (34%)
- 2 Augmentation des prix des intrants agricoles (15%)
- 3 Maladie grave ou accident entraînant une blessure pour un membre du ménage (13%)

Milieu Urbain

- 1 Prix anormalement élevés des denrées alimentaires (33%)
- 2 Augmentation des prix des intrants agricoles (15%)
- 3 Sécheresse ou pluies irrégulières, période de sécheresse prolongée (13%)

*Les ménages pouvaient sélectionner plusieurs options de réponse.

Parmi les ménages qui ont rapporté avoir subi un choc ou des difficultés au cours des 6 mois précédant la collecte de données, **90%** ont rapporté que ce choc a **provoqué la faim dans le ménage** et **95%** ont rapporté que ce choc a **réduit la capacité**

du ménage à obtenir de l'argent ou de la nourriture. **41%** des ménages ont rapporté à la fois **la propre production agricole parmi leurs principales sources de revenus** et **anticiper une diminution ou une forte diminution des récoltes.**



MOYENS DE SUBSISTANCE

INDICE DES STRATÉGIES D'ADAPTATION AUX MOYENS DE SUBSISTANCE (LCSI)

% des ménages ayant du

dépenser leur épargne (Stress) 71%

vendre des actifs productifs ou des moyens de transports (Crise) 15%

réduire les dépenses non alimentaires essentielles (Crise) 51%

vendre une propriété foncière (Urgence) 10%

mendier (Urgence) 16%

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données

% des ménages par niveau d'Indice des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance (LCSI⁴)

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données



■ Aucun	10%
■ Stress	23%
■ Crise	41%
■ Urgence	26%

57% des ménages ont rapporté avoir eu recours à des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance pour des **raisons autres que le manque d'argent ou de nourriture** au cours des 30 jours précédant la collecte de données. **30%** des ménages ont rapporté avoir eu recours à des stratégies d'adaptation liées aux

moyens de subsistance pour **accéder aux soins de santé** ou pour payer les soins de santé, **25%** pour **accéder à l'éducation** ou payer pour l'éducation **3%** pour **réaliser des cérémonies** de type funéraires, communion, baptême, mariage et **1%** pour **accéder au logement** ou payer le logement.

SOURCES DE NOURRITURE ET DE REVENUS

% des ménages par source principale de revenus (les plus rapportées)

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données

Revenus de sa propre production agricole ou piscicole 27%

Travail journalier agricole 19%

Travail informel 17%

Revenus de son propre commerce (hors production agricole) 11%

Top 3 des sources de nourriture rapportées par les ménages*, par milieu (% des ménages)

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données

Milieu Rural

1 Propre production (75%)

2 Achat à crédit (31%)

3 Emprunt (23%)

Milieu Urbain

1 Propre production (62%)

2 Achat à crédit (28%)

3 Emprunt (25%)

**Les ménages pouvaient sélectionner plusieurs options de réponse.*

ACCÈS AUX MARCHÉS ET AUX PRESTATAIRES FINANCIERS

46%

des ménages ruraux et 19% des ménages urbains ont rapporté que le marché fonctionnel le plus proche se situe à plus de une heure de distance à pied

Top 3 des types de prestataire de services financiers accessibles rapportés dans la zone (% des ménages)

Groupes d'épargne informels gérés par les membres 55%

Agents d'argent mobile (MonCASH, Natcash, etc) 41%

Ne sait pas 21%

5% des ménages ont rapporté qu'**aucun prestataire/fournisseur de services financiers** n'est accessible dans la localité.



EAU POTABLE, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

ACCÈS À L'EAU

52%

des ménages ont rapporté ne pas avoir eu accès à suffisamment d'eau pour boire au moins une fois au cours des 30 jours précédant la collecte de données

3% des ménages ont rapporté ne pas avoir eu suffisamment d'eau et devoir attendre plus de 1h pour aller collecter l'eau à la principale source d'eau, attendre et revenir. 61% ont rapporté qu'ils n'ont pas de problème pour accéder à suffisamment d'eau. Les problèmes pour accéder à suffisamment d'eau les plus

Top 3 des sources d'eau de boisson rapportées par les ménages, par milieu (% des ménages)

Milieu Rural

- 1 Source non protégée (51%)
- 2 Robinet public ou borne-fontaine (17%)
- 3 Source protégée (8%)

Milieu Urbain

- 1 Robinet public ou borne-fontaine (31%)
- 2 Raccordement par canalisation à la maison (ou à la maison du voisin) / Réseau DINEPA (23%)
- 3 Eau de surface (rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal, canal d'irrigation) (12%)

rapportés par les ménages sont le fait que les points d'eau sont trop éloignés (18%), le nombre insuffisant de points d'eau / ou la longue attente aux points d'eau (8%) et le fait que les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés (7%).

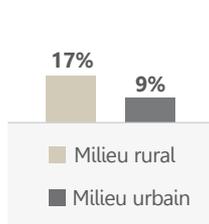
ACCÈS AUX INFRASTRUCTURE SANITAIRES

79%

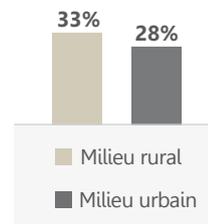
des ménages ayant rapporté utiliser des latrines à chasse d'eau ou à fosse ont rapporté que les latrines n'ont jamais été vidées

14% des ménages ont rapporté qu'ils partagent les infrastructures sanitaires et **35%** ont rapporté qu'ils n'ont pas d'installations sanitaires. La médiane du nombre de ménages partageant les infrastructures sanitaires est de 2 ménages par infrastructure sanitaire. Les problèmes d'accès aux infrastructures

% des ménages qui ont rapporté la défécation à l'air libre comme type d'infrastructure sanitaire utilisée



% des ménages qui ont rapporté le trou ouvert comme type d'infrastructure sanitaire utilisée



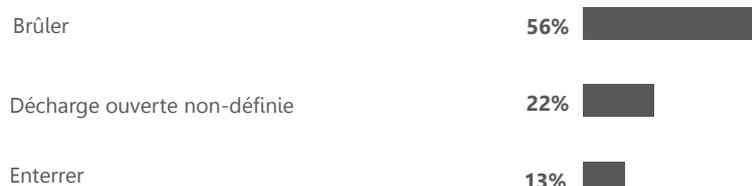
sanitaires les plus rapportés par les ménages sont le fait que les installations sanitaires ne sont pas séparées entre les hommes et les femmes (12%), le fait que les installations sanitaires ne sont pas privées (11%) et le fait que les installations ne sont pas propres ou hygiéniques (10%),

GESTION DE DÉCHETS

39%

des ménages ont rapporté vivre dans des zones où des animaux morts sont parfois ou souvent visibles

Top 3 des types de pratiques pour la gestion des déchets rapportées par les ménages, par milieu (% des ménages)





ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

ACCÈS À UN ABRIS ADÉQUAT

% des ménages par type de problèmes de l'abri (les plus rapportés)

Fuites en cas de pluie	65%
Mal sécurisé	32%
Ventilation limitée (pas de circulation d'air sauf si l'entrée principale est ouverte)	10%

* Les ménages pouvaient sélectionner plusieurs options de réponse

Top 3 du **type d'abri** rapporté par les ménages, par milieu (% des ménages)

Milieu Rural

- 1 Maison solide terminée (43%)
- 2 Abri léger traditionnel (33%)
- 3 Bâtiment non couvert/non terminé/non solide (10%)

Milieu Urbain

- 1 Maison solide terminée (70%)
- 2 Abri léger traditionnel (10%)
- 3 Bâtiment non couvert/non terminé/non solide (8%)

DOMMAGES SUR LES ABRIS

% des ménages par type de dommages rapportés pour l'abris (les plus rapportés)*

Dommages au toit	45%
Dommages aux fenêtres et aux portes	32%
Dommages aux sols	24%
Dommages aux murs	22%
Effondrement total ou abri trop endommagé et dangereux pour y vivre	3%

* Les ménages pouvaient sélectionner plusieurs options de réponse

% des ménages par type de problème rencontré en terme de conditions de vie à l'intérieur de l'abri (les plus rapportés)*

27% Incapable **d'effectuer sa toilette personnelle correctement** (manque d'équipements pour la toilette, équipements pour la toilettes non sécuritaires, kits d'hygiène insuffisants)

27% Au moins un membre du ménage **doit dormir dehors ou sur le sol** (espace insuffisant, nombre insuffisant de nattes de couchage / matelas)

26% **Manque d'intimité** (pas de cloison, de portes)

SOURCE D'ÉNERGIE

1,7h

Moyenne du nombre d'heures d'accès à l'électricité dans la journée rapportée par les ménages

Top 3 des **sources principales d'électricité** rapportées par les ménages (% des ménages)

Pas de source d'électricité	64%	<div style="width: 64%;"></div>
Réseau principal (EDH - électricité d'Haïti)	16%	<div style="width: 16%;"></div>
Batteries, piles	9%	<div style="width: 9%;"></div>



SANTÉ

BESOINS EN SANTÉ

31%

des individus ont rapporté un besoin de prise en charge ou d'assistance en soins

Au cours des 3 mois précédant la collecte de données

Top 3 des besoins de soins de santé rapportés (% d'individus)

1. Consultation ou médicaments pour une maladie aiguë/soudaine comme une fièvre, une diarrhée, une toux (17%)
2. Consultation ou bilan de santé préventif (9%)
3. Consultation ou médicaments pour une maladie chronique comme le diabète ou l'hypertension (6%)

BARRIÈRES D'ACCÈS

36%

des ménages ont rapporté avoir accès à un établissement de santé fonctionnel à plus d'1h de distance avec le moyen de transport habituel

Top 3 des barrières rapportées pour accéder à l'infrastructure de santé parmi les ménages dont au moins un membre n'a pas pu accéder aux soins de santé demandés, par milieu (% des ménages)

Au cours des 3 mois précédant la collecte de données

Milieu Rural

- 1 Ne pouvait pas payer le coût du traitement (7%)
- 2 Ne pouvait pas payer le transport jusqu'à l'établissement de santé (7%)
- 3 L'établissement de santé est trop éloigné (5%)

Milieu Urbain

- 1 Ne pouvait pas payer le coût du traitement (9%)
- 2 Ne pouvait pas payer le coût de la consultation (7%)
- 3 Ne pouvait pas payer le transport jusqu'à l'établissement de santé (4%)

La moyenne de **temps de trajet pour accéder à l'infrastructure de santé** pour les ménages est de **52 minutes** (60 minutes pour les ménages en milieu rural et 42 minutes pour ceux en milieu urbain). Les **modes de déplacement** pour accéder à

l'infrastructure de santé les plus rapportés par les ménages sont l'a moto-taxi ou moto privée (71%), la marche (27%) et le cheval (1%).

MALADIE CHRONIQUE

% de ménages par type de maladie dont souffre au moins un membre du ménage

Hypertension artérielle	16%
Maladies cardiaques	4%
Diabète	3%
Insuffisance rénale	3%
Trouble de stress post-traumatique	2%

% de ménages au sein desquels au moins un membre souffre d'au moins une maladie chronique



■ 71% Non
■ 29% Oui

7% des individus sont en **situations de handicap^z** et **22%** des ménages ont rapporté avoir **au moins un membre avec un handicap**.



EDUCATION

SCOLARISATION

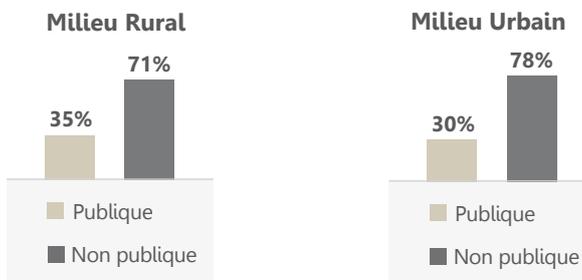
1%

des enfants ont abandonné l'école formelle

Au cours de l'année scolaire 2021-2022 et parmi les ménages ayant des enfants en âge de scolarisation

% des ménages qui ont rapporté avoir accès à une école publique

Au cours de l'année scolaire 2021-2022 et parmi les ménages ayant au moins un enfant inscrit à l'école formelle (les ménages pouvaient sélectionner plusieurs réponses)



% d'enfants qui ont fréquenté régulièrement l'école formelle, par âge et par sexe

Âge	Garçons	Filles
3 à 4 ans	39%	29%
5 à 11 ans	82%	79%
12 à 17 ans	80%	92%

% d'enfants qui ont abandonné l'école formelle, par âge et par sexe

Âge	Garçons	Filles
3 à 4 ans	3%	2%
5 à 11 ans	2%	0%
12 à 17 ans	0%	1%

BARRIÈRES D'ACCÈS ET ABANDON

4%

des ménages ont rapporté l'insécurité à l'école ou sur le chemin de l'école parmi les barrières pour les enfants

Au cours de l'année scolaire 2021-2022 et parmi les ménages ayant des enfants de 3 à 17 ans

Top 3 des barrières à l'éducation rapportées par genre (% des ménages)



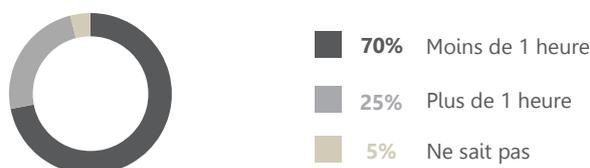
% des ménages par principale raison d'abandon de l'école

Au cours de l'année scolaire 2021-2022 et parmi les ménages ayant au moins un enfant ayant abandonné l'école

Les coûts liés à l'éducation sont trop élevés	28%
L'enfant n'a pas pu être inscrit à l'école	28%
Manque d'école dans la communauté a entraîné l'abandon	22%

% des ménages par distance à l'établissement primaire ou secondaire le plus proche

Au cours de l'année scolaire 2021-2022 et parmi les ménages ayant des enfants de 3 à 17 ans



33% des ménages ruraux sont à plus de 1h de l'établissement primaire secondaire le plus proche (17% des ménages urbains).



PROTECTION

PROTECTION GÉNÉRALE

3%

des ménages ont rapporté avoir fait face à des restrictions de mouvements

Au cours des 3 mois précédant la collecte de données

Top 4 des incidents de protections subis (en % des ménages)

Au cours des 12 mois précédant la collecte de données



Les **menaces de violence** sont les types de préoccupation en matière de sécurité les plus rapportées par les ménages pour les hommes et les garçons (respectivement 4% et 3%)⁸. **5%** des ménages ont rapporté **le fait de subir des violences ou du harcèlement physique non sexuel** comme préoccupation

en matière de sécurité pour les femmes et pour les filles. Une partie des ménages (entre 18 et 22% selon le genre et l'âge) ont répondu "Ne sait pas" aux questions liées aux **préoccupations en matière de sécurité**.

PROTECTION DE L'ENFANCE ET VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

% des ménages par raison principale pour la séparation des enfants⁹ (les plus rapportées)

A quitté la maison pour étudier	2%
A quitté la maison pour chercher du travail / pour travailler / parce que le ménage ne pouvait pas subvenir à ses besoins	1%
S'est marié ou mis en concubinage et a donc quitté la maison	1%

3% des ménages ont rapporté qu'au moins un enfant du ménage **ne vit pas actuellement dans le ménage**

1,5 Moyenne du nombre d'enfants séparés
Parmi les ménages ayant au moins un enfant séparé

60%

d'enfants ont mené des activités liées au travail ou à la mendicité au moins une heure au cours de la journée¹⁰

Au cours des 7 jours précédant la collecte de données

Top 5 des zones évitées par les femmes et filles pour cause d'insécurité (% de ménages, les ménages pouvaient sélectionner plusieurs options de réponse)





REDEVABILITÉ

BESOINS PRIORITAIRES

% des ménages par modalité d'assistance préférée pour recevoir de l'assistance dans le futur

Argent liquide	57%
Argent via transfert bancaire	9%
Services (soins de santé, éducation)	8%
Aucune aide humanitaire souhaitée	7%

Top 3 des **besoins prioritaires** rapportés par les ménages (% des ménages)



Abris
(60%)



Assistance alimentaire
(45%)



Aide aux moyens de subsistance
(42%)

Les autres besoins prioritaires les plus rapportés sont la santé (32%), les latrines (30%), l'eau potable (22%), l'éducation pour les enfants (19%) et l'électricité (17%). Il existe peu de différences entre les milieux ruraux et urbains.

ASSISTANCE HUMANITAIRE

100%

des ménages étaient **satisfaits** de l'assistance reçue

Parmi les **2%** des ménages ayant reçu une assistance dans les 12 mois précédant la collecte de données¹¹

Top 3 des **raisons** rapportées par les ménages pour justifier leur **insatisfaction** vis-à-vis du comportement des travailleurs humanitaires dans leur zone (% des ménages)

Parmi les **26%** des ménages ayant rapporté qu'ils n'ont pas été satisfaits du comportement des travailleurs humanitaires, les ménages pouvaient sélectionner plusieurs options de réponse¹²

- 1. Comportements frauduleux ou corrompus des travailleurs humanitaires (69%)**
- 2. Ne sait pas (26%)**
- 3. Préfère ne pas répondre(3%)**

Parmi les ménages ayant reçu une assistance humanitaire, **64%** ont rapporté qu'ils **ont été consultés vis-à-vis du type d'assistance qu'ils aimeraient recevoir** (40% en entretien

direct, 12% dans un groupe de discussion et 12% ne savaient pas). Parmi les ménages consultés, **64%** ont rapporté que **l'assistance reçue correspondait pas à leur demande**.

INFORMATION ET MÉCANISME DE GESTION DES PLAINTES

100%

des ménages ont rapporté **ne pas avoir connaissance** des mécanismes de gestion de plaintes

Parmi les **2%** des ménages ayant reçu une assistance dans les 12 mois précédant la collecte de données

Top 3 des **moyens de communication** privilégiés par les ménages pour recevoir de l'information (% des ménages)

Milieu Rural

- 1** Appels téléphoniques (64%)
- 2** Télévision / Radio (29%)
- 3** SMS / Textos (22%)

Milieu Urbain

- 1** Appels téléphoniques (71%)
- 2** Télévision / Radio (28%)
- 3** SMS / Textos (22%)

Les **types d'information requises** les plus rapportés par les ménages sont comment avoir accès à l'aide humanitaire (**31%**) et des actualités sur la zone (**22%**). Les **sources de confiance préférées pour recevoir de l'information** les plus rapportées par les ménages sont la station de radio (**89%**), les leaders religieux (**27%**) et les leaders communautaires (**16%**). Les **appels**

téléphoniques sont le moyen de communication privilégié pour recevoir l'information le plus rapporté par les ménages. Cela dit, **14%** des ménages ont rapporté **ne pas posséder un téléphone dans le ménage** et **25%** ont rapporté ne pas avoir de couverture de réseau du tout.



NOTES

¹ UNDP, [Classement de l'IDH](#), 2022

² IPC, [Classement Haïti](#), 2022

³ FEWS Net, [Haiti Livelihoods Profile](#), 2015

⁴ L'utilisation de stratégies d'adaptation est une indication de difficultés pour un ménage de répondre à ses besoins. Le LCSJ comprend une série de questions qui incluent entre autres les stratégies de crise ou d'urgence indiquées ci-contre. Pour chaque stratégie, il a été demandé au répondant si son ménage avait utilisé ces stratégies au cours des 30 jours précédant l'évaluation ou épuisé ces mêmes stratégies au cours des 12 mois précédant l'évaluation afin de répondre à ses besoins de base.

⁵ La [HHS](#) permet de mesurer une privation alimentaire vécue et perçue en représentant différents niveaux de l'insécurité alimentaire.

⁶ Le [rCSI](#) mesure le comportement d'adaptation des ménages pour faire face à un manque d'accès à la nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture au cours des 7 jours précédant l'évaluation. Il se base sur l'usage de stratégies de court terme pour la consommation alimentaire.

⁷ Un membre rencontrant beaucoup de difficultés ou une limitation complète dans au moins un des domaines du Washington Group (difficultés à voir même si elle porte des lunettes, difficultés à entendre même avec une aide auditive, difficultés à marcher ou à monter des marches, difficultés à se souvenir ou à se concentrer, difficultés à prendre soin d'elle-même, difficultés à communiquer).

⁸ Certains indicateurs comme la non-satisfaction du comportement des travailleurs humanitaires, l'enrôlement des enfants dans les groupes armés, les incidents graves de protection ou les violences basées sur le genre peuvent avoir été sous-rapportés en fonction de la sensibilité de la question et de la subjectivité et de la perception des personnes interrogées.

⁹ Pour toute la section de protection de l'enfance, le terme "enfance" se réfère à tous les enfants entre 0 et 17 ans.

¹⁰ La collecte de données a été effectuée hors de la période scolaire.

¹¹ Ce sous-ensemble représente 2% des ménages, soit 5 ménages parmi les 272 ménages enquêtés.

¹² Ce sous-ensemble représente 26% des ménages, soit 70 ménages parmi les 272 ménages enquêtés.

PARTENARIATS

LA MSNA A ÉTÉ CONDUITE AU SEIN DU CADRE INSTITUTIONNEL DE :



Groupe de coordination
inter-secteur (ISCG)



FINANCÉE PAR :



Funded by
European Union
Humanitarian Aid



AVEC LE SOUTIEN FINANCIER ET OPERATIONNEL DE :



À propos de REACH : REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : [@REACH_info](https://twitter.com/REACH_info).